

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 19/11/25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ODALIS

ZAC DU CHATEAU ROUGE
LA BLANCHARDIERE
44522 Mésanger

Références : SRNT-2025-0697
Code AIOT : 0006303705

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2025 dans l'établissement ODALIS implanté ZAC DU CHATEAU ROUGE LA BLANCHARDIERE 44522 Mésanger. L'inspection a été annoncée le 22/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'établissement est classé SEVESO seuil haut. Dans ce cadre, au titre du programme pluriannuel de l'inspection, celui-ci est soumis à une fréquence de contrôle annuelle. Chaque année, des actions nationales sont définies par le ministère visant certains établissements. Dans le cadre des actions nationales 2025, la société ODALIS est visée par deux actions spécifiques.

La première action concerne les mousses anti-incendie. Ces mousses sont susceptibles de contenir des émulseurs comportant des composés per et polyfluoroalkylés. La réglementation européenne a récemment évolué, et plusieurs échéances d'interdiction d'utilisation de ces composés ont été mises en places. L'objet est ici de vérifier si l'émulseur mis en œuvre sur le site est susceptible de contenir ce type de composés et s'il est nécessaire de réaliser des analyses spécifiques.

La seconde action concerne les premiers prélèvements environnementaux. L'exploitant doit

déterminer les composés susceptibles d'être émis en cas d'accident et élaborer une stratégie spécifique de prélèvement pour son établissement. L'objet est ici de vérifier le respect des échéances et les actions demandées.

Le présent rapport aborde également d'autres sujets en lien avec l'activité de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ODALIS
- ZAC DU CHATEAU ROUGE LA BLANCHARDIERE 44522 Mésanger
- Code AIOT : 0006303705
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société ODALIS exploite depuis 2005, à Mésanger, une plate-forme logistique de produits dangereux. L'établissement est classé seveso seuil haut.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- AN25 Prélèvements environnementaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 1 | Suites de la précédente inspection | Autre du 03/01/2025, article Rapport d'inspection | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 30 jours |
| 13 | Liste des substances recherchées et milieux associés | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Demande de justificatif à l'exploitant | 30 jours |
| 15 | Personnels compétents | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Demande de justificatif à l'exploitant | 30 jours |
| 16 | Dispositifs de détection | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 30 jours |
| 17 | Contrôle du dispositif d'extinction | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 | Demande de justificatif à l'exploitant | 30 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 2 | Émulseurs vis-à-vis du règlement 2019/1021 et REACH (1907/2006) | Règlement européen du 28/10/2025, article 2019/1021 et 1907/2006 | Sans objet |
| 3 | Interdiction du PFOS (SPFO – acide perfluorooctane sulfonique) | Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants | Sans objet |
| 4 | Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique) | Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants | Sans objet |
| 5 | Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque) | Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants | Sans objet |
| 6 | Notification des stocks | Règlement européen du 20/06/2019, | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| | de PFOA | article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants | |
| 7 | Interdiction à venir des PFCA C9-C14 | Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006) | Sans objet |
| 8 | Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque) | Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006) | Sans objet |
| 9 | Application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1 | Sans objet |
| 10 | Mise à jour du POI | Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100 | Sans objet |
| 11 | Réalisation d'exercice POI | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Sans objet |
| 12 | Liste des produits de décomposition | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9 | Sans objet |
| 14 | Stratégie de prélèvement | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur l'action nationale relative aux mousses anti-incendie, l'exploitant a par le passé mis en œuvre un émulseur fluoré. Celui-ci a été remplacé en 2015. L'émulseur actuellement mis en œuvre est sans fluor. Lors du remplacement de l'émulseur, il avait été procédé au remplacement du dispositif de stockage et d'injection d'émulseur. Ceci est de nature à limiter les risques de contamination de l'émulseur actuellement présent. Aussi, il n'est pas demandé la réalisation d'analyses spécifiques sur l'émulseur actuellement présent.

Sur l'action nationale relative aux prélèvements environnementaux l'exploitant a déterminé la liste des composés susceptibles d'être émis en cas d'incendie et a contractualisé avec la FIR (Force d'Intervention Rapide d'Air Pays-de-la-Loire). Suite au contrôle, une question spécifique est formulée sur le recensement des composés en comparaison des éléments présents notamment dans l'étude de dangers et d'un produit spécifique sur site. Une observation est également formulée sur l'identification des acteurs de la chaîne d'analyse.

Des observations sont formulées dans le rapport d'inspection. Il est demandé à l'exploitant d'apporter des éléments de réponse et de proposer un échéancier sous un délai inférieur à 30 jours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de la précédente inspection

| |
|--|
| Référence réglementaire : Autre du 03/01/2025, article Rapport d'inspection |
| Thème(s) : Autre, Suites de l'inspection du 04 décembre 2024 |
| Prescription contrôlée : Point de contrôle n°2 : L'exploitant intègre la mesure de la profondeur des eaux souterraines lors des prélèvements. Les autres demandes sont spécifiées en annexe confidentielle. |
| Constats : Sur le contrôle des niveaux piézométriques : L'exploitant a transmis un rapport d'analyse en date du 13/05/2025. Celui-ci indique une hauteur de niveau piézométrique égale à 4 mètres pour PZ3, 3,10 mètres pour PZ1 et 3,20 mètres pour PZ2. Ce point est sans suite. Note : L'inspection propose de définir un cadre GIDAF afin que l'exploitant puisse procéder à la déclaration en ligne des résultats sur les contrôles de ses piézomètres. L'article 30.2 de l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2005 prévoit la surveillance des eaux souterraines et l'article 31.3 la transmission des résultats. L'exploitant est donc soumis aux dispositions de l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement. Les éléments demandés en annexes confidentielles lors de la précédente inspection sont repris en annexe confidentielle. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La demande est formulée dans le constat confidentiel. Une demande de justificatifs est formulée. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 2 : Émulseurs vis-à-vis du règlement 2019/1021 et REACH (1907/2006)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 28/10/2025, article 2019/1021 et 1907/2006 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie |
| Prescription contrôlée : Les prescriptions spécifiques sont reprises dans les points suivants du rapport d'inspection. Le présent point a pour objet de faire un point global de la situation de l'exploitant en ce qui concerne la composition de ses émulseurs et la présence éventuelles de composés fluorés entrant dans le champ d'application des règlements 2019/1021 et REACH 1907/2006. |
| Constats : |

L'exploitant a par le passé disposé d'un émulseur comportant des composés fluorés. Cet émulseur a été remplacé en 2015, par l'exploitant, avant le déclenchement intempestif survenu le 17 juin 2016. Le détail sur les émulseurs mis en œuvre est repris en annexe confidentielle du présent rapport d'inspection.

Il ressort que l'exploitant a remplacé l'émulseur fluoré, ainsi que les équipements associés (réservoirs, dispositif de pompage...) qui auraient pu être contaminés aux substances fluorées visées par les règlements pré-cités. Compte-tenu de ces éléments, il n'est pas demandé à ce que l'exploitant procède à des analyses spécifiques de l'émulseur actuellement mis en œuvre dans son système d'extinction automatique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Interdiction du PFOS (SPFO – acide perfluorooctane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants :

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

Constats :

Les émulseurs mis en œuvre sur le site pour l'extinction automatique ne comportent pas de PFOS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :**Article 3**

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants :

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.

Constats :

Les émulseurs mis en œuvre sur le site pour l'extinction automatique ne comportent pas de PFHxS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].

4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.

| |
|--|
| <p>6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes :</p> <p>a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation ;</p> <p>b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus ;</p> <p>c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets ;</p> <p>d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5. On entend par "mousse anti-incendie" tout mélange destiné à lutter contre les incendies, ce qui inclut, sans s'y limiter, les concentrés de mousses anti-incendie et les solutions de mousses anti-incendie permettant de produire de la mousse.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les émulseurs mis en œuvre sur le site pour l'extinction automatique ne comportent pas de PFOA.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Notification des stocks de PFOA

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Selon les éléments identifiés, le site ne comporte pas de PFOA dans ses émulseurs et n'est pas soumis à l'obligation d'information.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

| |
|---|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006) |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie |
| Prescription contrôlée : 2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans : a) une autre substance, en tant que constituant ; b) un mélange ; c) un article ; sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14. 5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour : [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes : — les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation ; — les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus ; — à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets ; |
| Constats : Les émulseurs mis en œuvre sur le site pour l'extinction automatique ne comportent pas de PFCA C9-C14. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006) |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie |
| Prescription contrôlée : 4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans : a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues ; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies |

| |
|--|
| industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin. |
| 5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA. |
| Constats : Les émulseurs mis en œuvre sur le site pour l'extinction automatique ne comportent pas de PFHxA. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux et PFAS |
| Prescription contrôlée : I. – Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713. Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per – ou polyfluoroalkylées. II. Au sens du présent arrêté, on entend par : <ul style="list-style-type: none"> • rejets aqueux : effluents issus de l'activité industrielle du site rejetés directement ou indirectement vers le milieu naturel, et rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées ; • substances PFAS (substances per – ou polyfluoroalkylées) : toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF₃-) ou méthylène (-CF₂-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié. |
| Constats : L'exploitant n'entre pas directement dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 par le biais d'une des rubriques mentionnées à l'alinéa 1 de l'article 1. Par contre, en cas d'usage d'émulseur fluorés, qui auraient contenu des substances per ou polyfluoroalkylées, l'exploitant aurait pu être concerné par le second alinéa. Au vu des éléments précédemment présentés dans le rapport et de la suppression de l'émulseur fluoré par le passé ainsi que des éléments qui ont pu en contenir, il n'est pas considéré que l'exploitant entre dans le champ de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Mise à jour du POI

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires |
| Prescription contrôlée : « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. » |
| Constats : Dernière version du document : Préalablement au contrôle, l'exploitant a transmis la dernière version de son plan d'opération interne. Le document date de septembre 2025 et porte l'indice de révision 18.1. Prélèvements environnementaux : Une note spécifique relative aux premiers prélèvements environnementaux est incluse dans le document. État des matières stockées : La méthodologie d'obtention de l'état des matières stockées est présentée dans le document. Fréquence de révision : La version précédente dont disposait l'inspection datait d'avril 2023 (version 17.1). La fréquence minimale de révision du plan d'opération interne, prévue par l'arrêté ministériel du 26 mai 2024, est respectée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Réalisation d'exercice POI

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires |
| Prescription contrôlée : « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. » |
| Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les exercices POI mis en œuvre sur l'établissement. Les deux derniers datent : du 23 juin 2025 et du 22 septembre 2025. Un compte rendu est réalisé par l'exploitant. Ce point est considéré comme respecté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Liste des produits de décomposition

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition |
| Prescription contrôlée : |

| |
|--|
| <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a établi un document spécifique en date du 12 mai 2025 et son plan d'opération interne a été mis à jour avec les prélèvements et les produits à analyser (document en date du 10 juin 2025). La version du plan d'opération interne mis à jour a été transmise en septembre 2025.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 13 : Liste des substances recherchées et milieux associés

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : • les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » <p>Annexe V – i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Dans le cadre des obligations réglementaires opposables, l'exploitant a réalisé un premier document en lien avec un bureau d'étude afin d'appliquer la méthodologie du guide Omega 16 de l'INERIS : « Recensement des substances toxiques (ayant un impact potentiel à court, moyen et long terme) susceptibles d'être émises par un incendie ». Ce document a été transmis à l'inspection des installations classées le 13 mai 2025 et a pour objet d'identifier les substances susceptibles d'être émises en cas d'incendie.</p> <p>Un second document a été intégré au plan d'opération interne de l'établissement. Ce document est établi en lien avec la FIR d'Air Pays-de-la-Loire. Ce document vient préciser les substances à analyser dans chacun des milieux identifiés. Ce document est basé sur l'analyse des produits de décomposition en date du 13 mai 2025.</p> <p>Dans le cadre des suites de la présente inspection, il est formulé une observation sur une substance supplémentaire à analyser. Ces éléments, compte tenu de la nature de la substance, sont précisés en annexe confidentielle.</p> |

| |
|---|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| <ul style="list-style-type: none"> • vérifier la pertinence d'intégrer la substance identifiée en annexe confidentielle aux produits à analyser. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 14 : Stratégie de prélèvement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : • [...] • les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; • les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.[...]</p> <p>Annexe V – i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Stratégie de prélèvements :</u></p> <p>L'exploitant a adhéré au dispositif de la FIR (Force d'Intervention Rapide) de Air Pays-de-la-Loire pour la réalisation des analyses et la détermination d'une stratégie de mesures des prélèvements environnementaux en situation accidentelle. La souscription auprès d'Air-Pays-de-la-Loire fait l'objet d'un contrat spécifique. Les modalités de prélèvements font l'objet d'un document spécifique annexé au plan d'opération interne.</p> <p>Pour les rejets dans l'air, une stratégie de prélèvements a été établie en fonction des conditions de vent. Le matériel est précisé et est mis en œuvre par Air Pays de la Loire.</p> <p>Pour le diagnostic multi-milieux, il est établi un plan de prélèvement tenant compte des milieux. À noter que les prélèvements dans les eaux de surface n'ont pas été retenus. Il est indiqué ne pas avoir identifié de réseau hydrographique dans le périmètre déterminé. Les techniques de</p> |

prélèvement sont précisées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- [...]
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Annexe V – i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :

Délais de mise en œuvre et personnels :

Pour ce qui concerne les prélèvements dans l'air, une astreinte est mise en place et fonctionne 24h/24h et 7j/7j. Celle-ci est basée à Nantes. L'intervention dans un rayon de 100 km est prévue en 1 à 4 h et en 3 à 6 h à plus de 100 km. Celle-ci est déclenchée sur demande de l'exploitant ou de la DREAL.

Pour ce qui concerne les prélèvements dans les milieux : sols, végétaux et eau. Le document indique que l'intervention est réalisée par un prestataire dans un délai de 3 à 5 jours ouvrés. Le contrat établi avec la FIR mentionne également le recours à un prestataire. Il n'est pas possible de connaître le prestataire retenu au travers des documents présentés. **Il est demandé à l'exploitant de préciser ce point.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- s'assurer auprès de la FIR du prestataire retenu pour les prélèvements multi-milieux (eau, végétaux et sols), ainsi que les laboratoires destinataires des échantillons.

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 16 : Dispositifs de détection

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 68 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 :</u> Moyens d'intervention en cas d'accident. Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications. En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les éléments du présent constat concernent les modalités de vérification d'un équipement de sécurité. Ces éléments sont repris en annexe confidentielle.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La demande est formulée dans la partie confidentielle du constat et vise à demander à l'exploitant un renforcement de la procédure de contrôle d'équipements de sécurité.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 17 : Contrôle du dispositif d'extinction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident |

| |
|--|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 68 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 :</u></p> <p>Idem au point n°16.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Suite au présent contrôle, l'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification semestrielle du système d'extinction. Le contrôle a été réalisé le 22 avril 2025. Deux nouvelles observations sont émises avec devis. Celles-ci sont reprises en annexe confidentielle. Le rapport indique qu'au terme de la vérification le système a été laissé en ordre de marche.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite au contrôle il est demandé à l'exploitant d'explicitier les actions engagées vis-à-vis des deux nouveaux devis liés aux observations.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser si des actions de sécurisation d'une vanne sont nécessaires et possibles. Ce point est précisé en annexe confidentielle.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 30 jours</p> |